

La dimension sociale de l'Europe

Par Christian JUYAUX, Conseil en emploi formation, administrateur délégué de la Maison de l'Europe et des Européens, membre du comité économique, social et environnemental Auvergne-Rhône-Alpes

« En ces temps de changement et conscients des préoccupations de nos concitoyens, nous affirmons notre attachement au programme d'une Europe sociale :

- Une Union qui en s'appuyant sur une croissance durable, favorise le progrès économique et social ainsi que la cohésion et la convergence, tout en veillant à l'intégrité du marché intérieur.
- Une Union qui prenne en compte la diversité des systèmes nationaux et le rôle essentiel des partenaires sociaux.
- Une Union qui promeuve l'égalité entre les femmes et les hommes et qui œuvre en faveur de droits et de l'égalité des chances.
- Une Union qui lutte contre le chômage, les discriminations, l'exclusion sociale et la pauvreté.
- Une Union où les jeunes bénéficient du meilleur niveau d'éducation et de formation et peuvent étudier et trouver un emploi sur tout le continent.
- Une Union qui préserve notre patrimoine culturel et favorise la diversité culturelle. »

Déclaration du 25 mars 2017 à Rome des dirigeants des 27 pays de l'Union Européenne

Les défis sociaux de l'Union Européenne. Les populations dans les pays européens disposent des niveaux de protection sociale les plus élevés au monde et se situent en bonne place pour ce qui est du bien être, du développement humain et de la qualité de vie. Mais les États membres connaissent des changements profonds liés au vieillissement démographique et des nouveaux modèles familiaux, la numérisation à vive allure, les nouvelles formes de travail et les effets de la mondialisation et de l'urbanisation.

- 1) Les réalités sociales aujourd'hui.** Dans l'Union Européenne les réalités sociales varient en fonction de l'endroit où l'on travaille et où l'on vit, car les divergences entre les pays et les régions persistent. Ainsi les taux de chômage varient de moins 5% en République Tchèque, en Allemagne et en Hongrie, à 18% en Espagne et 23% en Grèce, en passant par plus de 10% en France, en Italie et au Portugal (*source Eurostat février 2017*)

Dans les 27 pays de l'Union, 201 millions de personnes sont actives dont 154 millions dans la zone Euro ; de nombreux emplois sont créés dans l'information et la communication, les services administratifs et d'aide aux personnes ainsi que dans les activités spécialisés des sciences et techniques. Parmi les nouveaux emplois créés, 85% le sont dans des petites et moyennes entreprises.

Si 40% des dépenses publiques sont consacrées au social dans l'Union Européenne, des États membres comme la Finlande, la France, le Danemark,

l'Autriche, l'Italie, la Suède, la Grèce et la Belgique consacrent plus de 20% de leur P.I.B à la protection sociale. Mais la taille du budget, les sources de financements, le degré de couverture des risques et le rôle des partenaires sociaux sont différents du fait des systèmes de protection sociale et de la fiscalité dans chaque pays. En moyenne, 20% des ménages les plus riches ont des revenus cinq fois supérieurs à ceux des 20% les plus pauvres et, près d'un quart de la population de l'Union à 27 est menacé de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Alors que l'Europe compte les systèmes éducatifs les plus innovants et une formation professionnelle parmi les plus modernes du monde, un quart de la population adulte a des difficultés à lire et à écrire ou à calculer et près de la moitié ne possède pas des compétences numériques requises.

2) Les moteurs du changement dans l'Union Européenne. Une population européenne en évolution rapide avec une espérance de vie qui est passée de 43 ans pour les hommes et 46 ans pour les femmes en 1900 à une estimation de 82 ans pour les hommes et 87 ans pour les femmes d'ici 2050.

Dans le même temps, le taux de fécondité dans l'Union Européenne n'est que de 1,58 en moyenne. Cela génère un vieillissement important de nos sociétés avec des incidences sur les politiques publiques et les services sociaux ; ce peut être une source de développement de l'économie sociale tant pour les soins que pour les loisirs. Les dépenses en matière de retraite et de santé devraient augmenter d'ici 2030 pour atteindre 22,5% du P.I.B. En 2060 pour chaque personne âgée il y aura 2 personnes en âge de travailler contre 4 en 2008. La migration légale peut fournir aux pays de l'Union Européenne les compétences nécessaires pour remédier aux pénuries de main d'œuvre et contribuer à la viabilité des systèmes de protection sociale.

L'évolution de nos modes de vie entraîne un affaiblissement des liens avec la famille élargie. En 2015 les ménages d'une personne représentaient un tiers de l'ensemble des ménages dans l'Union Européenne et seul un tiers de l'ensemble des ménages étaient composé de plus de deux personnes. Les femmes sont toujours sous représentées sur le marché de l'emploi et dans le processus décisionnel et politique. Plus de 70% des Européens vivent dans les villes et ils seront 80% en 2050

En 2016, près de 30 millions de personnes nées en dehors de l'Europe résidaient légalement dans l'Union Européenne et 16 millions d'Européens vivent et travaillent aujourd'hui dans un autre pays pour une longue durée.

Du fait des nouvelles technologies et de la mondialisation le marché du travail se transforme par des formes d'emploi et de parcours professionnels plus diversifiés. Le recours au télétravail ou au travail mobile se développe avec une flexibilité accrue des travailleurs et des possibilités de changements de statuts entre salariés et travailleurs indépendants.

Aujourd'hui	Dès 2025
<p><i>Innovation progressive</i></p> <p>Machines utilisées par les humains</p> <p><i>Contrats à long terme et emploi salarié</i></p> <p>Carrière basée sur une formation initiale</p> <p><i>Spécialisation des compétences</i></p> <p>Séparation lieux et vie de travail et vie privé</p>	<p><i>Innovation de rupture</i></p> <p>Machines supervisées par les humains</p> <p><i>Contrats flexibles et nouvelles formes d'emploi</i></p> <p>Parcours professionnels dynamiques par une formation continue tout au long de la vie</p> <p><i>Compétences interdisciplinaires et créatives</i></p> <p>Travail partout et à tout moment avec une vie professionnelle et vie privée très liées</p>

Il est difficile de prédire tous les effets de l'automatisation et de l'intelligence artificielle sur l'emploi, mais il existe de nouveaux risques sociaux et il est nécessaire de moderniser les systèmes de protection sociale et d'apprentissage tout au long de la vie.

Les Européens sont préoccupés par la situation sociale : 8 sur 10 estiment que le chômage, les inégalités sociales et la migration constituent les 3 défis majeurs de l'Union Européenne. Selon eux une économie de marché doit aller de pair avec un niveau élevé de protection sociale.

7 Européens sur 10 considèrent que les politiques sociales et de l'emploi sont mal gérées. Ils sont favorables à une prise décision tant au niveau national qu'au niveau de l'Union Européenne. Plus de la moitié des Européens estiment qu'il n'est pas donné à tous de réussir et que la vie sera plus difficile pour les prochaines générations.